

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-indigenes-et-le-Plan-Colombia>

Les indigènes et le Plan Colombia

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : mercredi 11 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Selon Luis Evelys Andrade, président de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), la politique de « sécurité démocratique » du gouvernement de Alvaro Uribe n'est pas la plus appropriée pour les peuples indigènes parce qu'elle génère plus d'insécurité : militarisation, emprisonnement des dirigeants, déplacements forcés, désarticulation des processus organisationnels ...

Le dirigeant, qui appartient au peuple Embera vivant dans la région du Chocó (au nord-ouest de la Colombie, à la frontière avec le Panama), lance également un fervent appel à tous les acteurs armés qui interviennent dans le conflit colombien : « Qu'ils nous laissent régler nos conflits avec nos propres lois, qu'ils ne restent pas dans nos territoires, qu'ils ne transforment pas nos territoires en champs de bataille, qu'ils ne recrutent pas nos jeunes parce que tout cela provoque de nouveaux problèmes. »

Quelle est la situation des indigènes colombiens au moment où le gouvernement du président Alvaro Uribe radicalise la guerre contre les mouvements guérilleros ?

- ▶ Les peuples indigènes sont devenus des objectifs militaires pour les acteurs du conflit parce qu'ils nous considèrent, d'une certaine manière, comme complices. Ou bien ils pensent que nous favorisons certains groupes, en fonction de la région où se trouvent ces groupes. Ces groupes, à leur tour, quels qu'ils soient, ne reconnaissent pas les autorités (indigènes), ils imposent leur loi et empêchent la libre circulation. Dans le cas de la force publique, l'armée colombienne et les paramilitaires, elle ne permet pas, dans la majorité des zones où se trouvent les rebelles, que les indigènes aient une certaine quantité d'aliments ni que l'on transporte des médicaments vers les communautés alors que nous savons que les communautés doivent faire face à des maladies, à des épidémies. C'est pour cela que nous sommes venus dire que, outre l'abandon et la marginalité dans lesquels l'Etat nous a toujours laissés, la situation des communautés indigènes devient encore plus grave avec la guerre. Il faut aussi dire que plus que la guerre des groupes armés, plus que les balles, les indigènes sont en train de mourir à cause de la guerre silencieuse de la malnutrition, de la faim, des épidémies, des maladies.

Le conflit colombien est en cours de régionalisation. Des indigènes fuient vers l'Equateur, le Panama ou le Venezuela. Que pensez-vous de cette situation ?

- ▶ La stratégie du Plan Colombia a de graves implications sur les communautés indigènes et a une dimension régionale. Beaucoup de gens et de nombreux gouvernements pensent qu'il s'agit d'un problème purement colombien mais il a aussi des implications dans les pays frontaliers. Si on augmente chaque fois la pression sur les groupes insurgés, s'il y a confrontation, alors eux aussi seront obligés de chercher des territoires frontaliers. Et, dans la mesure où il y aurait une confrontation, il y aura des dénonciations, des persécutions, des actions violentes contre les communautés qui devront, elles aussi, passer les frontières. C'est un problème qui doit s'analyser comme un problème régional, qui nous concerne tous et avec lequel nous devons être solidaires. Les gouvernements doivent développer une politique qui prenne en compte les implications de l'application du Plan Colombia dans une perspective militariste de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Je ne veux justifier ni l'un ni l'autre mais, sous ces prétextes et dans le combat contre ces deux phénomènes que l'humanité rejettent, les peuples indigènes et non-indigènes, les noirs, etc.... sont ceux qui payent les conséquences.

Plus précisément, de quelle façon le conflit armé affecte-t-il les populations indigènes de l'Amazonie colombienne ?

- ▶ Dans le cas de l'Amazonie colombienne, ces populations n'ont pas de problèmes territoriaux. Pratiquement toutes jouissent d'une reconnaissance et leur réserve est identifiée légalement. Le problème réside dans le fait que les groupes armés commencent à faire des incursions sur ces territoires. Ce sont des communautés très isolées, très vulnérables, très peu prises en compte par le gouvernement national. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut lancer un SOS pour les peuples indigènes de l'Amazonie et pour ceux qui vivent dans les zones frontalières parce qu'ils courent des risques énormes. Si les organisations ne mènent pas d'actions concrètes, s'il n'y a pas d'implication claire et une action décidée de la part du gouvernement colombien, des gouvernements des pays frontaliers et de la coopération internationale pour arrêter cela et sauver la situation de ces communautés, on pourra

parler, d'ici quelques années, d'extinction de ces peuples. On ne peut pas éluder cette responsabilité historique.

Etant donné que ce sont de petits villages, dans leur majorité de maximum 100 personnes, ils peuvent courir le risque, si le conflit armé s'amplifie, que la jeunesse, par exemple, abandonne les communautés et aille grossir les rangs des groupes armés, que ce soit volontairement ou parce qu'ils sont soumis à des pressions. D'autre part, puisque le gouvernement n'a pas de politique volontariste à leur égard, les communautés peuvent être décimées par les maladies et les épidémies. De la même façon, si l'on assiste à une confrontation majeure dans les territoires, il y aura des déplacements massifs vers les villes et cela mettra en danger la survie physique et culturelle des peuples indigènes parce qu'ils vont se disperser et perdre leur condition de peuple et de communauté. En outre, certaines entreprises multinationales, pharmaceutiques ou pétrolières, ont des intérêts dans l'exploitation des ressources des territoires. Cela aussi met en danger la survie physique et culturelle de ces peuples car, dans la mesure où ils assument une position de rejet des méga projets, de revendication de leurs droits et qu'ils veulent négocier ce qui leur est dû, ils commencent à être en danger. Nous savons que plusieurs dirigeants ont été menacés par les groupes armés et par les secteurs économiques qui ont des intérêts dans ces régions.

Que pensez-vous de l'éradication forcée des cultures de coca dans les territoires indigènes ?

► Les politiques mises en oeuvre par l'Etat et le gouvernement colombien pour éradiquer le phénomène du trafic de drogue et des cultures illicites (de plantes de coca) ne sont pas les plus appropriées. Premièrement, ils ont opté pour une éradication forcée à l'aide de fumigations (épandage de produits chimiques) qui, selon nos informations, ont de graves répercussions sur la santé humaine et mettent en danger la vie elle-même. Beaucoup d'enfants sont morts à cause de ces fumigations, la forêt est en train de mourir, les animaux domestiques disparaissent, les cultures vivrières s'épuisent, ... On peut donc dire que cette dite solution est de train d'engendrer un problème majeur, qu'elle aiguise le problème social. Pour résoudre le problème de la culture de la coca, il faut résoudre de nombreux problèmes sociaux. Nous l'avons toujours dit à l'Etat. D'un autre côté, ces fumigations sont accompagnées d'un renforcement de l'appareil militaire. On constate que l'on achète plus d'hélicoptères et que l'on consacre plus de ressources pour l'application de cette politique. Il s'agit donc d'un commerce pour certaines entreprises et pour le gouvernement états-unien.

En outre, tout cela est lié à la « politique de sécurité démocratique » du gouvernement de Uribe, qui n'est pas non plus la plus adéquate parce que la militarisation des territoires n'a pas contribué à ce que les communautés vivent en paix et en harmonie. Les militaires violent souvent les droits humains. Ils dénoncent, ils stigmatisent, ils emprisonnent arbitrairement. Nous avons plus de 70 dirigeants emprisonnés en Colombie parce qu'ils sont, bien entendu, accusés d'être des informateurs, des terroristes ou des guérilleros. Cette politique engendre des problèmes plus graves, elle est en train de détruire nos processus organisationnels, parce qu'une communauté croit en ses dirigeants et si ces dirigeants commencent à être persécutés, la communauté aussi se sent en danger. Dans ce sens, cette politique de sécurité s'est transformée pour nous en une politique de l'insécurité. La militarisation et la criminalisation des expressions et protestations sociales sont les principaux problèmes générés par cette politique. Nous avons donc revendiqué le respect de notre autonomie, de notre propre gouvernement. Nous avons même exigé de l'Etat colombien que la force publique n'entre pas dans nos territoires, parce que dans les zones qui ont été militarisées, c'est là que l'on viole le plus les droits des peuples indigènes. Des régions comme le Putumayo en Amazonie ou le Chocó dans la région du nord-ouest sont militarisées. C'est dans ces régions que les peuples indigènes ne peuvent plus se déplacer, aller à la chasse. Toute leur vie quotidienne, leur dynamique sociale, culturelle et productive sont restreintes et contrôlées.

Que pensez-vous des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui sont présentes dans certains territoires indigènes ?

► Nous considérons qu'aucun groupe armé n'a les mêmes aspirations que nous ou est le porte parole de nos besoins et de notre pensée. Nous avons dit aux FARC, comme aux autres groupes armés, qu'il fallait qu'ils respectent nos dirigeants, qu'ils respectent notre système de gouvernement, qu'ils nous permettent de résoudre nos conflits avec nos propres lois, qu'ils ne restent pas à l'intérieur de nos territoires, qu'ils ne transforment pas nos

territoires en champs de bataille, qu'ils ne recrutent pas nos jeunes, parce que tout cela nous cause de graves problèmes. Je dis cela parce que cela met en danger notre continuité et notre survie culturelle. Parce que cela viole notre autonomie et met aussi en danger la vie de nos dirigeants. D'un autre côté, nous comprenons que les FARC ont une proposition de construction du pays, mais nous ne sommes pas d'accord avec leurs méthodes même si nous partageons l'idée de la construction d'un pays différent, d'un pays plus juste, plus équitable, plus respectueux des différences,.... Notre méthode repose sur des revendications par la voie politique, la voie négociée, la voie légale. C'est pour cela que nous n'avons pas peur de parler, parce que nous considérons que nous sommes dans la légalité et que nous revendiquons, de manière légitime, le respect de nos droits. Parce que nous sommes l'autorité, nous sommes le gouvernement à l'intérieur de nos territoires.

Les Etats-Unis interviennent aussi dans le conflit colombien. Ils fournissent de l'argent, de l'aide logistique et des armes. Que pensez-vous de cela ?

- ▶ Le gouvernement colombien suit très fidèlement les directives du gouvernement nord-américain. Nous pensons que les gouvernements devraient avoir une position basée davantage sur la souveraineté. Ils considèrent que cela n'affectent pas d'autres dimensions, ils considèrent que c'est la meilleure solution, ils parlent de sécurité sous deux angles : la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Mais les mesures qui sont appliquées contre le terrorisme affectent aussi nos organisations. Avec le projet du réseau des informateurs, nos dirigeants ont été criminalisés et, en ce moment, on les juge d'une manière injuste. Nous considérons que le gouvernement nord-américain doit être plus cohérent, qu'il doit favoriser et aider les gouvernements à mettre en oeuvre des politiques de respect des droits humains, des processus démocratiques de participation, de dialogue, de respect de la différence. Nous considérons que le Plan Colombie et les directives en matière de sécurité affectent sérieusement l'autonomie des peuples indigènes. Nous avons déjà eu des cas d'extradition mais, en tant qu'autorités et en tant que peuples, nous n'avons signé aucun traité d'extradition avec les Etats-Unis. Nous avons exigé du gouvernement colombien qu'il nous éclaire parce qu'ils sont en train d'extrader des indigènes sans consulter, sans informer au préalable les peuples indigènes qui sont, en dernière instance, de par leur autonomie, leur juridiction spéciale et leur propre pratique de la justice, ceux qui doivent juger leurs propres concitoyens.

Par Eduardo Tamayo G.

[Alaj](#), 4 février 2004

Traduction de l'espagnol : Anne Vereecken.